

Arrêté n° 1022/2024/DREAL/UD88 du **9 OCT. 2024**
mettant en demeure la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implantée au 101 Chemin du
Cresson; Le Costet Beillard, à GÉRARDMER (88), de régulariser ses activités

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de
Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au
sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à
autorisation ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 04 septembre 2024
mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines
prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 04 septembre 2024 ;
- Considérant que la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT ne respecte pas la disposition
suivante de l'arrêté ministériel susvisé :
- article 59 : mise en place d'une procédure pour le confinement
des eaux d'incendie et manœuvrabilité de la vanne ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux
intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des
dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société CROUVEZIER n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté
qui lui a été transmis le 04 septembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} – La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est mise en demeure dans un délai de
trois mois à compter de la notification du présent arrêté de se mettre en conformité avec
l'article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 susvisé :

Article 59 :

« [...] »

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant
explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes
de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes
circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral
d'autorisation.

[...] »

Pour ce faire, l'exploitant doit mettre en place une procédure décrivant les opérations d'entretien et de manœuvre de la vanne pour canaliser les eaux d'extinction.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le **09 OCT. 2024**

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale


Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.